

Le conseil de territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 66

Excusés : 12

Absents : 2

REUNION DU 7 DECEMBRE 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT**, le **LUNDI SEPT DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE VINGT**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT	Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRI BERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
PRESENTS :	
EXCUSES	Mme BELMOUDEN Fatima, Mme BOUR Patricia, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, Mme YOUSSEF Mélissa
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. VAZ Micaël, M. GESELL Quentin, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BAILLON Jean-François, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. PRUNIER Gérard, M. BOUMEDJANE Karim, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, M. BLANCHET Stéphane
ABSENTS	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme BENAMMOUR Mériem
SECRETAIRE DE SEANCE	M. ASENSI François

DELIBERATION N°151 - URBANISME - SEVRAN - INSTAURATION DU PERIMETRE D'ETUDE « ENTREE DE VILLE AVENUE DE LIVRY » AU TITRE DE L'ART. L424-1 DU CODE DE L'URBANISME

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5219-5,

Vu la loi n° 20014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1er du code de l'urbanisme,

Vu le décret n°2015-1783 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L424-1,

Vu le plan local d'urbanisme, approuvé par délibération du conseil municipal du 15 décembre 2015,

Vu la délibération du conseil municipal de Sevrans en date du 21 novembre 2020 sollicitant l'EPT afin de mettre en place un périmètre d'études sur ce secteur,

Vu le périmètre ci-annexé

Considérant le projet de métro automatique « Grand Paris Express », dont deux gares seront construites sur le territoire de Sevrans, en connexion avec le RER B,

Considérant les études d'intermodalités lancées par la Ville de Sevrans en partenariat avec la Ville de Livry-Gargan, la Société du Grand Paris et les transporteurs notamment, et qui ont pour objectifs d'optimiser les modalités d'accès à la Gare de Sevrans-Livry et de dimensionner et localiser l'offre en stationnement pour la gare,

Considérant le projet de la ville de restructuration et de développement du quartier de gare Sevrans-Livry

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-151-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020

Considérant que l'avenue de Livry constitue un axe commercial à requalifier et à revitaliser et qu'il convient d'accompagner l'arrivée de la gare GPE Sevrans-Livry,

Considérant que la ville entend maîtriser l'évolution de son urbanisation pour projeter ses équipements publics, notamment scolaires, au plus proche des besoins des habitants actuels et futurs,

Considérant que l'avenue de Livry constitue un axe commercial à requalifier et à revitaliser et qu'il convient d'accompagner l'arrivée de la gare GPE Sevrans-Livry,

Considérant que la mise en œuvre d'un périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude » permet d'opposer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation d'urbanisme, pour une durée maximale de 10 ans, lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement,

Après en avoir délibéré,

- **décide** d'instaurer le périmètre au titre de l'article L424-1 du code de l'urbanisme, dit « périmètre d'étude », sur l'ensemble du secteur concerné, soit les parcelles cadastrées : Section BD - Numéros 1, 53 à 57, 59, 60, 111 à 114, 116, 117, 119, 120, et 124 à 126, Section BC - Numéros 113 à 116, 165, 170, 171, 174 à 181, 190, 204 et 223, figurant en violet sur le plan ci-joint.

- **Dit** que Directeur général des services est chargé de l'exécution des présentes dispositions.
La présente délibération sera transmise au Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification et /ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Adopté à la majorité

(74 voix pour, 4 voix contre)

Le président
Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20201207-151-07-12-2020-DE
Date de télétransmission : 21/12/2020
Date de réception préfecture : 21/12/2020